

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
31776 COLOMIERS cedex  
uid-31-09.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Toulouse, le 9 juillet 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/06/2025

### **Contexte et constats**

publié sur 

#### **SETMI**

11 chemin de Perpignan  
31000 Toulouse

Références : 2025/X  
Code AIOT : 0006802412

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement SETMI implanté 11 chemin de Perpignan BP 33724 - 31000 Toulouse.

Cette visite d'inspection s'est focalisée sur la mesure en continu dans les rejets atmosphériques de l'incinérateur de déchets urbains et assimilés de Toulouse.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SETMI
- 11 chemin de Perpignan BP 33724 - 31000 Toulouse
- Code AIOT : 0006802412    Installation :    Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

La société EVONEO exploite à Toulouse, dans le cadre d'une délégation de service public (accordée aujourd'hui à la société SUEZ), et pour le compte du syndicat mixte DECOSET, une usine d'incinération de déchets non dangereux.

Elle incinère les déchets ménagers produits par une partie de l'agglomération de Toulouse et assure également l'incinération de déchets industriels banals ainsi que de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI).

Construit en 1969, le site dispose depuis 1997 de 4 fours présentant à ce jour une capacité totale d'incinération autorisée de 330 000 tonnes par an et d'une plateforme de valorisation des mâchefers (53 000 tonnes par an).

Une cheminée de secours permet de protéger les colonnes de lavage en évacuant la vapeur issue de soupapes de sécurité sur le réseau vapeur.

En sortie d'incinération, les fumées subissent plusieurs traitements (injection d'urée, de charbon actif) puis passent dans une tour de refroidissement où des injections de bicarbonate de sodium permettent de réduire les émissions d'acides gazeux et de dioxyde de soufre. Après injection d'eau ammoniacale (et au besoin de charbon actif), les fumées traversent ensuite un filtre à manches, elles sont lavées en sortie de filtre (réduction catalytique sélective pour réduire les oxydes d'azote), puis rejetées à l'atmosphère.

La chaleur produite par l'incinération des déchets est valorisée au travers d'un ensemble de chaudières et de turbines. Il permet d'alimenter le réseau de chaleur de plusieurs quartiers toulousains et du Cancéropôle, de fournir directement en vapeur la blanchisserie et l'unité de stérilisation du CHU et de produire de l'électricité (turbo-alternateur de 7,5 MW depuis 1997), réutilisée directement dans l'usine ou revendue à EDF. L'énergie fatale (vapeur non valorisable) est dissipée par des aérocondenseurs.

Des travaux de rénovation et de mise en conformité du site visant à une mise en conformité avec les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF Incinération sont en cours depuis plus d'un an.

L'enjeu principal de mise en conformité du site avec ces meilleures techniques disponibles (MTD) concerne les valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques, et des oxydes d'azote (NOx) en particulier. Les travaux consistent donc principalement à remplacer le système de traitement des fumées par un dispositif plus performant : passage d'un traitement humide des fumées à un traitement sec au bicarbonate de sodium.

Des échanges réguliers sont organisés entre DECOSET et l'UID de la DREAL concernant le suivi et l'avancement de ces travaux.

## **Thèmes de l'inspection : Air**

### **2) Constats :**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Des difficultés ont été relevées par l'équipe d'inspection concernant les conditions d'accueil. Il est attendu des améliorations sur les conditions d'accès, l'accompagnement des personnes étrangères à l'établissement et l'enregistrement des personnes présentes sur site.

**Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :**

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
----	-------------------	-------------------------	--	-----------------------

3	Mesure en continu dans les rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2	Demande d'action corrective	5 Mois
7	Contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 – IV	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
9	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 – IV	Demande d'action corrective	1 Mois
11	Expérimentation Water Horizon	Lettre du 25/02/2025, article -	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Paramètres de procédés	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.1	
2	Effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2	
4	Dispositifs de traitement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	
5	Contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/09/2012, article Annexe I	
6	Contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1.2	
10	Radioactivité	Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article 2.3.2	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Sur les 11 points de contrôle ayant fait l'objet de cette inspection, les constats sont globalement conformes hormis des points spécifiques relatifs au processus d'assurance qualité pour la mesure en continu dans les rejets atmosphériques (des justificatifs sont attendus), ainsi que des précisions sur des dépassements ponctuels de polluants dans l'air (une analyse des causes et des éventuelles actions correctives sont attendues). Il n'y a pas de dérive constatée dans les rejets atmosphériques et le suivi de l'installation.


Il a été constaté l'absence de transmission de l'autosurveillance des rejets atmosphériques depuis le début d'année 2025. L'exploitant s'est engagé à y remédier tout de suite.

S'agissant des appareils de mesure pour quantifier les composés organiques volatils totaux, l'inspection des installations classées rappelle que la technologie de ces appareils devra être modifiée lors de leur prochain remplacement (quelle qu'en soit la cause) ou dans le contexte d'une nouvelle installation.


Concernant l'expérimentation Water Horizon, des justificatifs sont demandés concernant la mise sur rétention des batteries thermiques stationnées sur le site, les émissions sonores ainsi que l'intégrité de la cuve process.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Paramètres de procédés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.1	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Surveillance des paramètres de procédé	
<b>Prescription contrôlée :</b>  La prescription impose la mesure en continu pour les paramètres suivants : débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau.	
<b>Constats :</b>  La consultation des certificats QAL1 (procédure d'assurance qualité) des appareils de mesure en continu (AMS) ainsi que la supervision en salle de contrôle font état du respect de cette prescription.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 2 : Effluents gazeux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Surveillance des effluents gazeux	
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'article impose également une fréquence de mesure en fonction des paramètres à surveiller. La mesure en continu est imposée pour les paramètres suivants : NO <sub>x</sub> , NH <sub>3</sub> , (si SNCR ou SCR) CO, SO <sub>2</sub> , HCl, HF, poussières, Hg et COVT [...] Pour le mercure (Hg), il est par ailleurs précisé que le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder 500 h cumulées sur une année.	
<b>Constats :</b>  La consultation des certificats QAL1 des appareils de mesure en continu (AMS) ainsi que la supervision en salle de contrôle font état du respect de cette prescription sur l'ensemble des paramètres à l'exception des COVt.  En effet, l'exploitant dispose d'un appareil de mesure équipé de la technologie FTIR ( <i>analyseur infrarouge à transformée de Fourier</i> ). Or seule la technologie FID (détection à ionisation de flamme) garantit la mesure en continu des COV totaux.  Une position régionale sur ce sujet a été retenue en Occitanie. Pour le cas d'espèce (incinération de déchets non dangereux), l'exploitant devra passer à la technologie FID lors du prochain changement d'analyseur (quelle qu'en soit la raison) ou en cas de nouvelle installation.  Les temps d'indisponibilité des AMS mercure sont tracés et le compteur 2025 ne présente pas de dérive particulière.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

### N° 3 : Mesure en continu dans les rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques      Procédures d'assurance qualité

**Prescription contrôlée :**

[...] Les normes EN génériques pour les mesures en continu sont EN 15267-1, EN 15267-2, EN 15267-3 et EN 14181 [...] NB : le respect des normes génériques se fait en appliquant en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST [...]

**Constats :**

L'exploitant déclare mettre en œuvre les procédures QAL1, QAL2 et QAL3 pour ses appareils de mesure (AMS), suivant la norme NF EN 14181 (assurance qualité des systèmes automatiques de mesurage). Cette norme décrit les exigences liées aux procédures QAL1, QAL2 et QAL3 des appareils de mesure en continu.

Les 4 lignes d'incinération sont équipées d'un AMS titulaire et d'un AMS redondant pour les poussières. Pour le mercure, chaque ligne est équipée d'un AMS titulaire, et un AMS redondant est commun aux 4 lignes. Quant aux autres polluants, chaque ligne est équipée d'un AMS multigaz titulaire et de deux AMS multigaz redondants (le premier sert aux deux premières lignes d'incinération, le second aux 2 autres).

**Certification de l'appareil de mesure (QAL1)**

La consultation des certificats QAL1 (tous valides à date) et l'inspection terrain confirment que les appareils en place peuvent assurer la mesure en continu des paramètres réglementaires, dans des conditions conformes à celles préconisées par leur constructeur (conditions de température). S'agissant des étendues de mesure certifiées, les exigences attendues ne sont pas toujours conformes : en effet, certaines étendues de mesure certifiées dépassent 1,5 fois la VLE en moyenne journalière (c'est le cas des AMS poussières et des AMS multigaz pour les paramètres HCl, HF, et SO<sub>2</sub>).

Par ailleurs, les plages de mesure supplémentaire et les incertitudes de mesure sont conformes aux attendus de la norme NF EN 14181.

L'inspection des installations classées a constaté par sondage l'adéquation entre les numéros de référence des AMS des documents fournis en amont de l'inspection et de ceux en place sur site.

> Lors d'un prochain changement des AMS poussières et des AMS multi-gaz, l'exploitant devra s'assurer de respecter l'exigence de la norme NF EN 14181 sur l'étendue de mesure certifiée.

**Étalonnage et validation des appareils de mesure sur site (QAL2)**



En salle de contrôle, la bonne intégration des coefficients des droites d'étalonnage des rapport QAL2 a pu être constatée, par sondage.

Dans certains rapports QAL2, le laboratoire accrédité intervenant pour la réalisation des tests mentionne, que pour certains paramètres, les coefficients des droites d'étalonnage ne sont pas compris dans le domaine de valeur [0,8 ; 1,2]. La norme XP X43-132 (Émissions de sources fixes - Assurance qualité des systèmes de mesure automatique) précise que dans ces cas de figure, pour le cas d'un AMS mesurant les gaz, il est nécessaire que le laboratoire en charge de la procédure QAL2 ait un œil critique notamment sur les données de l'AMS. En cas de réserve sur une fonction d'étalonnage, le laboratoire le mentionne dans le rapport d'essais et commente les raisons de cette réserve. En l'occurrence, de telles situations ont été constatées sur les paramètres poussières, HCl, Hg ainsi que CO.

L'exploitant a déclaré à l'inspection des installations classées qu'il allait faire réaliser un nouveau QAL2 sur ces paramètres dès que le cas de figure est rencontré.

> Il est donc attendu un nouveau rapport QAL2 d'ici à fin d'année :

- ☐ sur les AMS mercure des lignes d'incinération n°2, 3 et 4, ainsi que sur l'AMS redondant ;
- ☐ sur les AMS multigaz pour le paramètre HCl (les 4 titulaires et les 2 redondants) et pour le paramètre CO (titulaire et redondant de la ligne d'incinération n°1).

> L'exploitant transmettra un justificatif de la bonne intégration des nouveaux coefficients des droites d'étalonnage sauf si ces derniers faisaient l'objet de réserve de la part du laboratoire accrédité. Au vu du délai de réalisation d'un QAL2 et de l'obtention du rapport associé, un délai de 5 mois est proposé pour la transmission de ces justificatifs.

### **Vérification de l'absence de dérive des AMS (QAL3)**

La consultation des dernières cartes de contrôle des AMS ne révèle pas de problématique particulière. L'inspection des installations classées note toutefois qu'une maintenance est à prévoir sur les AMS poussières de la ligne d'incinération 2, du fait de leur encrassement.

> L'exploitant transmettra un justificatif de réalisation de cette maintenance curative.

La consultation de la procédure QAL3 ne soulève pas de remarque particulière de l'inspection des installations classées. Cette procédure contient la description des matériels et matériaux de référence utilisés, des périodicités des mesurages, des règles de décision en vue d'un ajustage ou d'une maintenance, de la manière d'effectuer une transition entre un matériau de référence ou autre, et la méthodologie d'injection des gaz étalon et le temps de stabilisation requis avant de relever les données.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées s'est attachée à vérifier la validité des bouteilles de gaz étalon employées lors de la réalisation des QAL3.

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les certificats dématérialisés de validité de ces bouteilles. Sur le terrain, il a pu être constaté que les délais de validité des bouteilles de gaz étalon n'étaient pas

échus, ceci lorsque les dates de validité étaient lisibles. Le certificat d'une bouteille n'a pas pu être lu (acide fluorhydrique). L'exploitant a fourni une photo de cette bouteille post inspection. Cette photo ne permet pas de lire la date d'échéance de validité du gaz étalon concerné.

> L'exploitant devra transmettre le certificat dématérialisé à l'inspection des installations classées pour attester de la validité en cours de cette bouteille. Un délai de 15 jours est proposé pour cette transmission simple.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Lors d'un prochain changement des AMS poussières et des AMS multi-gaz, l'exploitant devra s'assurer de respecter l'exigence de la norme NF EN 14181 sur l'étendue de mesure certifiée.

Par ailleurs, un nouveau rapport QAL2 est attendu d'ici à fin d'année :

- ☐ sur les AMS mercure des lignes d'incinération n°2, 3 et 4, ainsi que sur l'AMS redondant ;
- ☐ sur les AMS multigaz pour le paramètre HCl (les 4 titulaires et les 2 redondants) et pour le paramètre CO (titulaire et redondant de la ligne d'incinération n°1).

L'exploitant transmettra un justificatif de la bonne intégration des nouveaux coefficients des droites d'étalonnage sauf si ces derniers faisaient l'objet de réserve de la part du laboratoire accrédité. Au vu du délai de réalisation d'un QAL2 et de l'obtention du rapport associé, un délai de 5 mois est proposé pour la transmission de ces justificatifs.

Quant aux AMS poussières de la ligne d'incinération n°2, l'exploitant transmettra un justificatif de réalisation de la maintenance curative identifiée.

Enfin, l'exploitant transmettra le certificat dématérialisé à l'inspection des installations classées pour attester de la validité en cours de la bouteille de gaz étalon (HF). Un délai de 15 jours est proposé pour cette transmission simple.

**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Avec suites


**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 5 Mois


## N° 4 : Dispositifs de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Consignes	
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation [...] Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>« - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</p> <p>« - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation [...]</p> <p>- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p>	
<b>Constats :</b> <p>Les procédures d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des dispositifs de réduction des émissions, ainsi qu'en cas de panne ou dysfonctionnement des dispositifs de mesure en continu, ont été créées au 1<sup>er</sup> janvier 2025.</p> <p>S'agissant des dispositifs de réduction des émissions, la procédure fournie est sommaire et ne détaille pas les différents dispositifs. Elle renvoie sur une procédure de gestion des dépassements de valeurs limite d'émission. Cette dernière précise que, lorsque la cause est identifiée, la ligne d'incinération doit être mise à l'arrêt si la durée de l'action corrective dépasse une heure.</p> <p>Quant à la procédure concernant les appareils de mesure en continu, elle précise la bascule sur les appareils redondants, voire un arrêt de la ligne d'incinération au besoin.</p> <p>Sur la gestion des manches filtrantes en réserve, il a été déclaré que le stock était actuellement assez bas mais que l'ensemble des manches avait été récemment renouvelé.</p>	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	


## N° 5 : Contrôle des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2012, article Annexe I	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Contrôle par organisme agréé	
<b>Prescription contrôlée :</b>  La prescription impose un contrôle semestriel des rejets atmosphériques des lignes d'incinération par organisme extérieur agréé.	
<b>Constats :</b>  Étant donné le contexte particulier lié aux travaux de mise en conformité au BREF incinération, et les décalages de planning inévitables, il n'a pas été possible de faire un contrôle semestriel courant 2024 sur la ligne d'incinération n°3. Cette dernière a été remise en service le 17 décembre 2024. Ainsi, seul le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques par organisme agréé a été consulté (lignes n°1, 2 et 4).  Le premier contrôle semestriel de 2025 sera substitué à un contrôle inopiné qui a été réalisé courant juin.  L'inspection des installations classées s'est attachée à vérifier que les organismes (deux organismes en l'occurrence : CME environnement CARSO) étaient bien agréés pour le prélèvement et/ou l'analyse pour chaque polluant concerné, que les conditions de fonctionnement de l'installation étaient notifiées sur chaque rapport, que les potentiels écarts identifiés à la norme ne compromettaient pas la conformité des résultats, que les nombres et durées des mesurages étaient respectés, et donc que les résultats des contrôles étaient bien exploitables, essai par essai. Les exigences de la prescription contrôlée sont respectées.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	


## N° 6 : Contrôle des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1.2	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Conditions de référence	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les valeurs limites d'émissions atmosphériques [...] désignent des concentrations exprimées en masse de substance émise par volume d'effluents gazeux ou d'air extrait, dans les conditions standard suivantes : gaz sec à une température de 273,15 K et à une pression de 101,3 kPa [...] Le niveau d'oxygène de référence utilisé pour exprimer ces valeurs limites d'émissions dans les installations d'incinération ou de co-incinération des déchets est de 11 % sur sec [...]	
<b>Constats :</b>  La consultation du dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques par organisme agréé (formules enregistrées de correction des valeurs brutes pour tenir compte des conditions de température et de pression, d'humidité et d'oxygène de référence) montre le respect de ces conditions de références réglementaires.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	


## N° 7 : Contrôle des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.1		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Valeurs limite d'émission		
<b>Prescription contrôlée :</b>  La prescription fixe les VLE à respecter (moyennes journalières), en conditions normales de fonctionnement, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets.		
<b>Constats :</b>  La consultation des derniers rapports de contrôle dans les rejets atmosphériques par organisme agréé ainsi que celle des rapports d'autosurveillance des mois de janvier à mai 2025 ne montrent pas de dérive sur le respect des valeurs limite d'émission (VLE).  Quelques dépassements ponctuels de VLE sont relevés dans les rapports de l'organisme agréé, même si les moyennes des essais se situent en-deçà de la VLE.  Sur l'autosurveillance, les valeurs sont globalement conformes.  Toutefois, l'inspection des installations classées relève deux points spécifiques :  <ul style="list-style-type: none"><li><input type="checkbox"/> dépassements journaliers ponctuels de la VLE du mercure en concentration sur la ligne d'incinération n°3 (3 dépassements en janvier, 3 en février, 4 en mars)</li><li><input type="checkbox"/> dépassements journaliers de la VLE de l'HCl en flux (28 février pour la ligne n°1, 14 avril pour la ligne n°3, 25 mai pour la ligne n°4).</li></ul> Ces points ainsi que les justificatifs attendus côté exploitant sont repris dans le point de contrôle suivant.		
<b>Respect de la prescription :</b> 		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant		
<b>Proposition de délais :</b> 1      Mois		


## N° 8 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 – IV		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Maîtrise des rejets atmosphériques		
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.		
<b>Constats :</b>  Les deux points cités dans le point de contrôle précédent ont fait l'objet de discussions en salle.  L'exploitant a évoqué un problème de calibrage de vis pour l'injection de charbon actif, cause des dépassements de VLE en mercure. Ce problème a été réglé fin mars (les résultats de l'autosurveillance semblent le confirmer).  Les dépassements de flux de HCl restent à investiguer, conformément à ce point de contrôle.		
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  De manière générale, il a été demandé à l'exploitant de tracer les actions engagées (consécutives à des dépassements de VLE) dans ses rapports d'autosurveillance.  Un délai de 1 mois est proposé pour que l'exploitant fournisse sa réponse sur les dépassements en flux de HCl.		
<b>Respect de la prescription :</b> 		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant		
<b>Proposition de délais :</b> 1      Mois		

## N° 9 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 – IV		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Transmission des résultats d'autosurveillance		
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour qui suit le mois de la mesure. Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.		
<b>Constats :</b>  A date, aucune transmission n'a été effectuée (depuis janvier 2025).  > L'exploitant s'est engagé à respecter cette fréquence mensuelle de transmission de son autosurveillance. Sur la base de cet engagement, il n'est donc pas proposé de mise en demeure à ce stade.  Un délai de 1 mois est ainsi proposé pour mise en conformité. A défaut, une mise en demeure sera proposée sur ce point.		
<b>Respect de la prescription :</b>		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b>		Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b>		1      Mois



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2004, article 2.3.2	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Détection de la radioactivité	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un équipement de détection de la radioactivité doit permettre le contrôle des déchets admis avant leur déchargement. [...] Le dépassement du seuil de détection fixé enclenche une alarme extérieure et une alarme dans le poste de contrôle, le camion ou conteneur est dirigé vers une voie de dégagement prévue à cet effet.	
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées s'est attachée à vérifier les exigences de l'exploitant sur l'étalonnage de ces appareils, pour pouvoir assurer une qualité de contrôle durable dans le temps (procédure de déclenchement des détecteurs de radioactivité consultée, deniers rapports de maintenance préventive consultés).  La consultation des certificats d'étalonnage des appareils (3 détecteurs fixes et un radiamètre portatif) et l'inspection visuelle du radiamètre portatif utilisé n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection des installations classées (délai de moins d'un an entre les deux dernières vérifications).	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

**Référence réglementaire :** Lettre du 25/02/2025, article -

**Thème(s) :** Risques accidentels      Risques associés

**Prescription contrôlée :**

Respect des engagements du porter-à-connaissance de février 2025 concernant l'intégration de l'unité de valorisation de la chaleur fatale, réalisée par la start-up Water Horizon, notamment concernant :

- ☐ rétention ;
- ☐ émissions sonores ;
- ☐ état de la cuve process.

**Constats :**

\* Les batteries thermiques sont des cuves routières inox calorifugées de 21 m<sup>3</sup> chacune. Elles sont stationnées au-dessus d'une bâche de rétention, système souple relevable au droit du passage des PL. Toutefois, l'inspection a permis de constater que la zone dédiée à ce stationnement est située sur un secteur non horizontal. De plus, une partie de la rétention est positionnée en dehors du trottoir et est soutenue avec les moyens du bord.

Ces éléments amènent l'inspection à s'interroger sur l'efficacité du système de rétention.

\* Le PAC annonçait qu'une mesure acoustique sera réalisée à la mise en service pour s'assurer que les seuils de l'arrêté préfectoral de l'UVE sont bien respectés en conditions réelles. A ce jour, l'inspection n'a pas été destinataire d'une telle mesure.

\* L'inspection a permis de constater que la cuve de process (située en hauteur) est endommagée, sans fuite apparente.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant :

- ☐ de justifier de la mise sur rétention des batteries thermiques stationnées sur le site. Le cas échéant, des essais en réel pourront justifier du bon dimensionnement de la rétention et de

son efficacité en cas de déversement. Ces essais en réel, s'ils sont réalisés par l'exploitant, devront être effectués sans gaspillage de la ressource en eau ;

- ☐ de transmettre à l'inspection la mesure acoustique faisant suite à la mise en service de ces installations ;
- ☐ de justifier que l'intégrité de la cuve process est conservée. A défaut, l'activité doit être stoppée jusqu'au remplacement effectif de cette cuve.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 Mois